

CONSEIL GENERAL DES PYRENEES-ORIENTALES

--oOo--

SEANCE PUBLIQUE DU LUNDI 14 AVRIL 2008

--oOo--

DELIBERATION N° 11

**OBJET : RAPPORT DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL N°11
SUPPRESSION DE POSTES D'ENSEIGNANTS A L'EDUCATION
NATIONALE**

RAPPORTEUR : Monsieur Christian BOURQUIN

DELIBERATION :

LE CONSEIL GENERAL,
VU le rapport N° 11 de son Président,
VU la motion présentée
Et après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'adopter le texte de la motion concernant la suppression de postes d'enseignants à l'Education Nationale, tel que joint en annexe.

La présente délibération a été adoptée en séance publique par 24 voix pour,
7 contre

Le vote a eu lieu à main levée.

ONT VOTE POUR :

M. Jean-Louis ALVAREZ, M. Georges ARMENGOL, M. Pierre AYLAGAS, M. Christian BLANC, M. Christian BOURQUIN, M. Alain BOYER, M. Louis CASEILLES, M. Guy CASSOLY, M. Jean CODOGNES, M. Henri DEMAY (absent ayant donné pouvoir à M. Christian BOURQUIN), M. Pierre ESTEVE, M. Robert GARRABE, M. Guy ILARY, M. Jean-Jacques LOPEZ, Mme Hermeline MALHERBE-LAURENT, M. Marcel MATEU, M. Michel MOLY, Mme Ségolène NEUVILLE, M. René OLIVE, M. Elie PUIGMAL, M. Bernard REMEDI, M. Alexandre REYNAL, M. Fernand SIRE (absent ayant donné pouvoir à M. Bernard REMEDI), M. Jean VILA

ONT VOTE CONTRE :

M. Jacques BOUILLE, M. Henri CARBONELL, M. Jean RIGUAL, M. Pierre ROIG (absent ayant donné pouvoir à M. Jean RIGUAL), M. Jean SOL, Mme Véronique VIAL-AURIOL, M. Serge FA,

La séance était présidée par Monsieur Christian BOURQUIN et Madame Ségolène NEUVILLE faisait fonction de Secrétaire.

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

Christian BOURQUIN

MOTION

Suppression de postes d'enseignants à l'Éducation Nationale

Après la baisse de la Dotation Globale dans tous les établissements, le Ministère de l'Éducation Nationale annonce une suppression massive de 11200 postes dans ses rangs pour la rentrée 2008 alors que, dans le même temps, le Haut Conseil de l'Éducation présente un rapport sur le fort taux d'élèves en difficultés...

La préparation de la prochaine rentrée scolaire s'effectue dans un cadre national caractérisé par la poursuite de la restriction des moyens et notamment des personnels dans le second degré.

Les importantes réductions du nombre d'enseignants constatées les années précédentes se poursuivent et le gouvernement, aujourd'hui, annonce 11 200 suppressions de postes à l'Éducation Nationale dont 8800 dans les collèges et lycées, en justifiant cette décision par:

- « l'évolution démographique »
- « la rationalisation des moyens »
- « la mise en adéquation des recrutements et des besoins en personnels enseignants »...
- et en transformant nombres d'emplois en milliers d'heures supplémentaires.

Le Conseil Général des Pyrénées-Orientales ne saurait rester insensible à la détérioration volontaire et planifiée de l'Éducation Nationale, fragilisée aujourd'hui par les coups répétés et régulièrement portés par les politiques libérales mises en œuvre depuis plusieurs années.

Le Conseil Général des Pyrénées-Orientales s'insurge contre les suppressions massives de postes annoncées par le gouvernement qui portent atteinte au service public de l'éducation :

- Parce que la France a besoin, aujourd'hui, plus que jamais, d'un système éducatif à la hauteur des ambitions qu'elle mérite.
- Parce que le choix gouvernemental de suppression de milliers d'emplois dans l'éducation augure mal de sa capacité à répondre à cette ambition.
- Parce que nous rejetons l'instauration d'un service public minimum dans les établissements de l'Éducation Nationale.
- Parce que la suppression de ces emplois, s'ajoutant aux milliers déjà subis, annonce plus de précarité, plus de difficultés pour tous, personnels, familles, élèves....
- Parce qu'une dégradation des conditions de travail des personnels enseignants nuira forcément au service public de l'éducation.
- Parce que nous refusons que ces dispositions n'altèrent davantage des conditions d'enseignement déjà difficiles .

C'est pourquoi le Conseil Général des Pyrénées-Orientales :

- **revendique l'abandon de la logique comptable imposée qui prévaut aux suppressions de postes,**
- **souhaite pour notre jeunesse une politique éducative plus audacieuse, plus adaptée aux exigences et défis que le monde moderne nous impose,**
- **exige un moratoire immédiat de ces coupes franches annoncées , pour 2008, au sein de l'Éducation Nationale.**

